

REGLEMENT INTERIEUR DE L'UNION DES TOGOLAIS RÉSIDANT À QUÉBEC ET SES ENVIRONS (U.T.R.Q.E.)

Préambule

Le Règlement Intérieur est un texte destiné à compléter et à préciser les Statuts pour tout ce qui concerne le fonctionnement et l'organisation de l'association. En effet, le Bureau exécutif élabore un Règlement intérieur qu'il soumet à l'approbation de l'Assemblée générale. Une fois approuvé, ce Règlement intérieur devient l'outil de gestion quotidienne de la vie de l'association et s'impose de ce fait, à tout membre.

Chaque membre est tenu d'en disposer une copie afin de se conformer aux exigences des Statuts de l'association

<u>TITRE 1</u>: MEMBRES – COTISATIONS – SUSPENSION – EXCLUSIONS – DÉMISSIONS

1.1-Membres

Article 1:

Toute personne résidant à Québec et ses environs et qui épouse les idéaux de l'association peut être membre. Sa demande devra être examinée et approuvée par le Bureau Exécutif. Les noms des nouveaux membres seront communiqués aux membres de l'Association.



<u>Article 2</u>: L'U.T.R.Q.E est composée, conformément à ses Statuts, de membres actifs, membres sympathisants et d'honneur.

1.2-Cotisations

<u>Article 3</u>: Un droit d'adhésion de 15 \$ est exigé de chaque membre actif ainsi qu'une cotisation mensuelle de 15 \$ pour un montant total de 180 \$ par an. Ce montant peut être payé en totalité, trimestriellement ou semestriellement.

Article 4: L'Association peut dispenser un membre du paiement de ses cotisations à la suite d'une longue période de maladie ou qui se trouve dans une situation financière difficile (perte d'emploi, chômage, etc.). Le membre concerné à l'obligation d'approcher le (la) trésorier (ère) pour faire connaître sa situation. Également, le (la) trésorier (ère) peut approcher le membre défaillant pour en savoir plus de sa situation et doit en informer le bureau. Au cours de cette période, le membre concerné gardera toujours les droits et privilèges liés à sa qualité de membre.

<u>Article 5</u>: Les membres sympathisants et d'honneur ne payent pas de cotisation sauf s'ils décident de s'en acquitter de leur propre volonté.

1.3- Suspension- Exclusions-Démissions

Article 6: Suspension

Conformément aux statuts de l'Association, les motifs de suspension sont :

- Défaut de paiement de cotisation pendant une période de 6mois sans motif valable :
- Tout refus de participer aux cotisations spéciales sans motif valable;
- Tout refus de participer aux réunions et activités de l'association sans motif valable pendant un an au moins ;
- Tout comportement destiné à briser l'harmonie et l'esprit de fraternité et d'unité entre les membres ;



- Tout refus de transférer les documents et deniers au Président du Bureau exécutif dans un délai de 30 à 45 jours sans motif valable.
- Tout paiement avec un chèque sans provision (les frais bancaires seront endossés par le membre défaillant);

Pendant la période de suspension, le membre doit se mettre à jour sur ses cotisations.

Ces situations ne sont pas exhaustives ; Le BE étudie la situation avant de prendre la décision de suspension.

Article 7:Exclusion

<u>Article 7.1:</u> Un membre peut être exclu de l'Association lorsqu'il (i) n'est pas à jour dans ses cotisations après une période de deux (2) ans; (ii) a commis une faute ou malversation financière grave envers l'Association.

Le BE prendra les dispositions nécessaires pour faire rentrer les fonds. La commission de disciplines et d'arbitrage, conformément à l'article 18 du présent règlement intérieur, fera des recommandations au BE qui les soumet à l'AG.

Article 7.2: Tout membre du BE qui, de façon délibérée, refuse pendant un an de s'acquitter de ses obligations morales ou financières sera automatiquement suspendu des travaux des organes de l'association et référé à l'Assemblée Générale pour la proclamation de son exclusion du Bureau.

Article 8: Démission et perte de qualité de membre

Conformément aux statuts de l'association, tout membre démissionnaire doit adresser sous lettre recommandée sa démission au BE. Le Bureau, après accusé de réception, a 30 jours pour répondre au membre. Aucune restitution de cotisations n'est due au membre démissionnaire.

Un membre décédé perd sa qualité de membre. Toutefois, la famille a droit à ce qui est prévu par les Statuts et Règlement Intérieur si le membre défunt remplit les conditions de couverture prévues par les textes.



TITRE II: DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

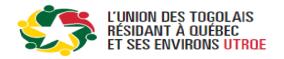
Article 9a: Pour bénéficier de tous les droits et privilèges de l'association, tout nouveau membre doit s'acquitter régulièrement pendant un an de ses obligations morales (participation aux réunions diverses activités, etc.) et financières (droit d'adhésion, cotisation mensuelle, etc.).

Article 9b: La participation aux réunions à un lieu, par appel conférence ou par tout autre moyen recommandé par le Bureau exécutif est obligatoire pour tous les membres de l'Association. Tout membre, qui doit s'absenter pour des urgences et circonstances indépendantes de sa volonté, est tenu d'informer le BE le plus tôt possible.

Article 10: Toute absence non justifiée selon cette procédure sera sanctionnée par une amende 5 \$ conformément aux textes en vigueur. De même, tout retard de plus de trente (30) minutes sans excuse préalable sera pénalisé par une amende de 2\$. Le refus délibéré et continu de s'acquitter de cette sanction pendant 6 mois est suffisant pour déclencher la procédure de suspension.

<u>Article 11</u>: Les Assemblées Générales de l'Association sont modérées ou conduites par un membre choisi par le Bureau exécutif. Il donne la parole à tout membre qui désire adresser un point inscrit à l'ordre du jour. Il retire aussi la parole au membre qui en abuse ou s'écarte.

Article 12: Tout membre, qui s'adressera à l'Assemblée Générale ou à un membre, doit le faire sous un ton modéré, amical et fraternel même s'il n'épouse pas un point soulevé. Tout membre qui ne respectera pas les consignes du modérateur du jour ou qui tente d'user de violence sera averti et exclu de l'Assemble générale s'il récidive.



TITRE III: DU FONCTIONNEMENT DE L'U.T.R.Q.E.

Article 13: L'U.T.R.Q.E.est administrée par les organes et instances suivantes:

- L'Assemblée générale (AG);
- Le Conseil d'Administration
- Le Bureau exécutif (BE);
- Le Commissariat aux comptes (CC);
- La Commission de discipline et d'arbitrage (CDA). (adhoc)

Article 14: L'Assemblée Générale (AG)

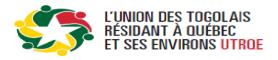
L'AG est l'instance suprême ; elle comprend tous les membres à jour dans leur cotisation. L'Assemblée générale ordinaire (AGO) se réunit une fois (1) par année sur convocation du B.E. En cas d'urgence, elle peut être convoquée en session extraordinaire par le Président du BE.

Lors de l'AGO, chaque membre participant de l'association a une voix. Mais pour pouvoir valablement délibérer, l'AG doit réunir un quorum, qui est égal à la moitié plus un des membres à jour dans leurs cotisations. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième AG est convoquée sous huitaine. Elle peut alors délibérer valablement quel que soit le niveau du quorum. Un membre qui ne peut pas participer à l'AG peut se faire représenter en signant une procuration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, la majorité requise est de deux-tiers (2/3) lorsque la délibération porte sur l'adoption ou la modification des Statuts ou du Règlement Intérieur.

L'AGO de l'U.T.R.Q.E. se déroulera au début du mois de Septembre/octobre et la date sera fixée au cours de la réunion du mois d'Août.

L'Assemblée Générale extraordinaire (AGE) est obligatoire si elle est demandée par écrit et par au moins le quart (1/4) des membres à jour dans toutes leurs cotisations ou la majorité des membres du BE ou par la CDA;



Article 15: Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a pour mandat la supervision ou le contrôle des activités de l'association dans le but de mettre en œuvre les décisions de l'AG. Il est composé de trois membres (1 président, 1 secrétaire et 1 trésorier) élus par l'assemblée générale et qui ne sont pas nécessairement les membres de l'association.

Article 16: Le Bureau exécutif (BE)

Le BE est élu pour une durée de deux ans renouvelable une fois par les membres actifs à jour dans leurs cotisations. Il est chargé d'assurer le bon fonctionnement de l'Association et d'exécuter les décisions des AG. Le BE peut déléguer une partie de ses pouvoirs qu'il juge nécessaires au Commissariat aux comptes.

La dernière réunion du Bureau exécutif doit être tenue au plus tard une semaine avant la fin de son mandat.

Lorsque le bureau constate l'indisponibilité prolongée (un an) d'un de ses membres sans raison valable, il rend compte à l'AG qui jugera de la décision à prendre.

Article 17: Rôle et fonctions des membres du BE

<u>Article 17.a</u>: Le Président assure le bon fonctionnement de l'association conformément aux statuts et règlement intérieur en vigueur. Il peut déléguer à tout autre membre du BE ou au Chargé des relations publiques certaines de ses prérogatives en vue de conduire un projet dans l'intérêt général de l'Association.

<u>Article 17.b.</u>: Le vice-président remplace le président en cas d'absence.

<u>Article 17.c</u>: Le Secrétaire général dresse les procès-verbaux des réunions et tient à jour les documents de l'Association.

<u>Article 17.d</u>: Le Secrétaire général adjoint remplace le Secrétaire général en cas d'absence.



<u>Article 17.e</u>: Le Trésorier Général tient les comptes de l'Association et dresse le bilan financier à la fin de l'année.

<u>Article 17.f</u>: Le Trésorier Général Adjoint remplace le trésorier général en cas d'absence.

<u>Article 17.g</u>: Le Chargé aux communications appuie le Président dans les relations publiques en matière de communications et de publications (journaux, site web, etc...).

<u>Article 17.h</u>: Le Chargé des activités culturelles et sportives organise des activités de réjouissances et récréatives de l'Association

<u>Article 17.i</u>: Les Conseillers assistent les membres du Bureau exécutif dans leurs fonctions et prodiguent de conseils à tous les membres de l'Association.

Article 18:Le commissariat aux comptes

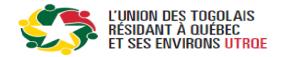
Les commissaires aux comptes contrôlent la régularité des écritures comptables et vérifient semestriellement les comptes de l'association. Ils disposent d'un droit d'alerte en cas d'irrégularités constatées dans la gestion du personnel financier. Ils sont aussi tenus de mettre en œuvre des procédures et mesures de contrôle interne en matière de lutte contre le blanchiment des fonds de l'association.

Ils dressent le bilan financier et le rapport semestriel détaillé des comptes en banque de l'association. Ces documents, supportés par le dernier relevé bancaire, doivent être envoyés à tous les membres 72 heures avant la tenue de l'assemblée générale.

Les commissaires aux comptes sont désignés par l'assemblée générale.

Article 19: La Commission de discipline et d'arbitrage (CDA)

La commission de discipline et d'arbitrage a pour but de régler les différends ou litiges entre les membres de l'association. Elle est constituée des conseillers et d'un membre actif de l'association à jour dans leurs cotisations. La commission est mise en place chaque fois que le besoin se fait sentir afin d'assurer l'harmonie et l'esprit de fraternité



entre les membres. Elle remet à la fin de son mandat un rapport au BE. qui le soumet à l'AG au besoin.

TITRE IV: DE LA COUVERTURE SOCIALE DU MEMBRE

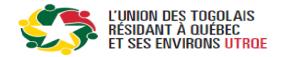
<u>Article 20</u>: Sont bénéficiaires de la couverture sociale, tous les membres à jour dans leurs obligations financières vis-à-vis de l'association. L'exception est faite seulement si un accord préalable a été effectué entre le membre à qui l'évènement est arrivé et le BE.

Article 21: Tout membre actif en situation régulière avec l'association, qui perd son emploi et en informe le BE, bénéficiera de l'assistance morale et de l'appui des autres membres pour la recherche d'un nouvel emploi.

Article 22: À l'occasion d'un mariage ou d'une naissance, tout membre qui en informe le BE bénéficiera d'une aide morale, matérielle et financière. Cette assistance financière sera de 300\$ dont 200\$ en cotisation spéciale repartie sur le nombre des membres et 100\$ de la caisse.

Article 23: Tout membre actif de l'Association qui tombe gravement malade et hospitalisé ou contraint par la maladie d'être hors de son travail ou qui vit une situation tragique (incendie, accident, inondation) bénéficiera de l'assistance morale de tous les membres. Il pourra bénéficier d'une assistance financière si la situation se prolonge. L'assistance financière sera de 300\$ dont 200 \$ en cotisation spéciale repartie sur le nombre des membres et 100\$ de la caisse.

Article 23: Tout membre de l'Association qui perd un membre de sa famille bénéficiera d'une assistance morale, matérielle et financière. Cette assistance financière unique sera de 500\$ pour la perte d'époux, d'épouse ou d'enfant et de 500\$ pour la perte d'un parent immédiat (père ou mère biologique ou quelqu'un qui tient lieu de père).



En dehors de cette aide, une liste de contribution volontaire sera ouverte. Au cas où le membre est absent du Canada lors du malheureux évènement, les aides financières et matérielles qui lui sont destinées seront mises à la disposition du BE pour les besoins urgents.

<u>Article 26</u>: En cas du décès d'un membre de l'Association en règle dans toutes ses obligations, le BE se réunira d'urgence et rencontrera sa famille pour connaître et participer aux démarches qui s'imposeront. La contribution financière sera de 1000\$.

<u>Article 27</u>: Tout membre non à jour, qui a un arrangement en cours avec le BE, verra ses arriérés déduites de l'enveloppe à lui remettre.

TITRE V: DES DISPOSITIONS FINALES

<u>Article 28</u>: La modification des Statuts et Règlement Intérieur est demandée et votée par les deux-tiers (2/3) des membres à jour dans leurs cotisations ou sur proposition du BE.

Article 29:L'U.T.R.Q.E.peut être dissoute à la demande des trois-quarts (3/4) des membres à jour de leurs cotisations. La demande doit être adressée au BE accompagnée des noms et signatures des membres qui en font la demande. Le BE après vérification, convoque une AG extraordinaire dans les trente jours (30) qui suivent la demande.

<u>Article 30</u>: À la suite de la dissolution de l'U.T.R.Q.E., un liquidateur est désigné pour évaluer les ressources de l'Association et remettre un rapport au CDA qui, ensemble avec le BE décideront de leurs allocations.

Fait à Québec le 21 Octobre 2017